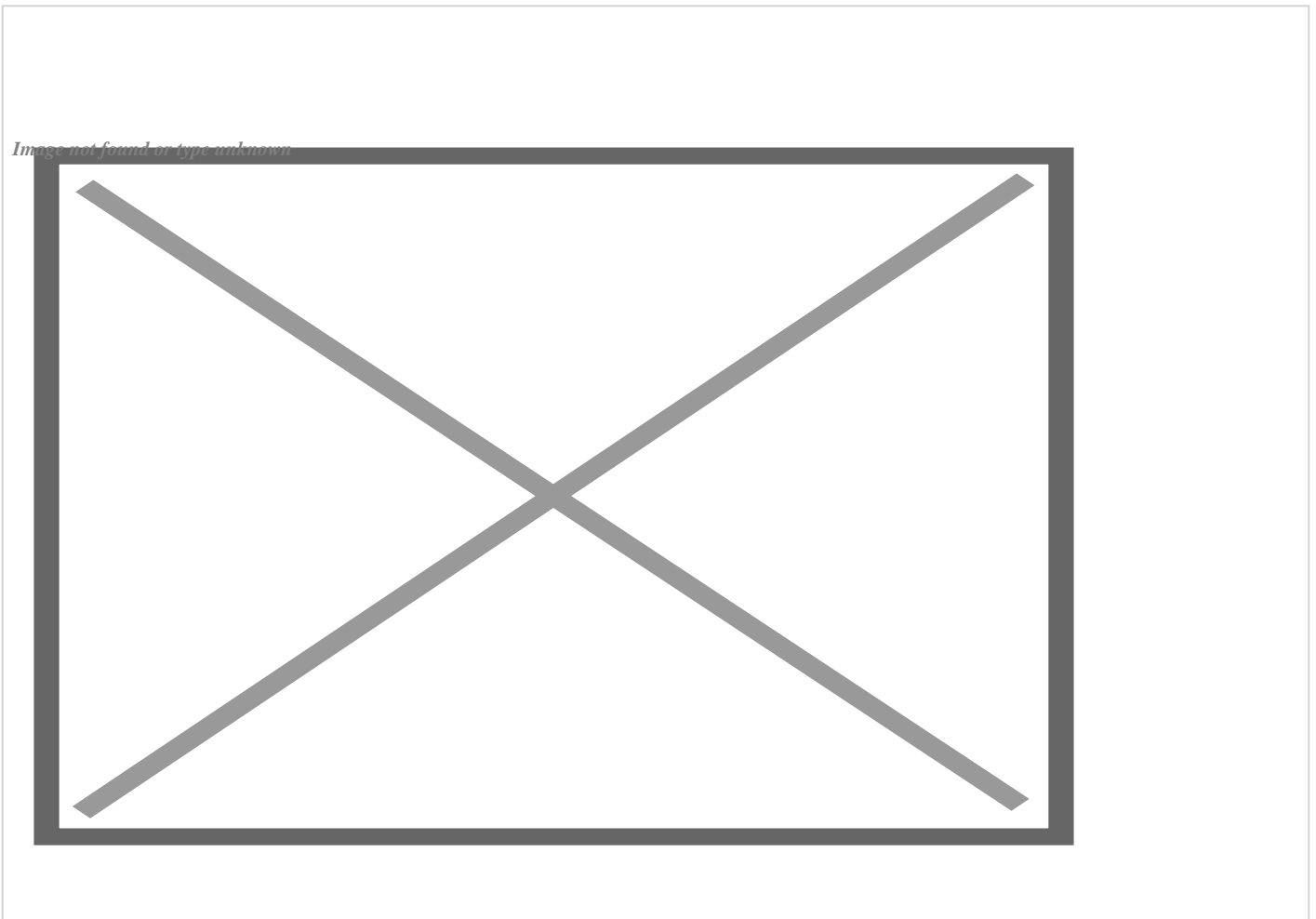


Uruguay : modèle de gouvernement des riches et pour les riches



Montevideo, 10 janvier (RHC) Le secrétaire général du Parti socialiste et député d'Uruguay, Gonzalo Civila, a qualifié aujourd'hui l'actuel gouvernement de coalition de droite de modèle de riches et pour les riches.

L'un des trois candidats à la présidence du Front large lors des récentes élections internes a exprimé la nécessité de parler aux gens de la vérité en vue du prochain référendum pour abroger 135 articles de la Loi d'urgence (LUC).

Il a affirmé que la participation à cette consultation, plus importante que celle de 2016, est une preuve de la vitalité et des possibilités de la coalition de gauche dans un contexte complexe de crise économique et sociale, de la défaite électorale en 2019.

"C'est aussi un signal au gouvernement actuel, que face à une politique antipopulaire, régressive, qui exacerbe les inégalités, il y a une force politique transformatrice, avec des valeurs d'égalité, de liberté et de solidarité –a-t-il déclaré au magazine Visages et Masques.

Civila a décrit le mouvement du Front Large comme un phénomène politique, social, culturel qui va au-delà des 130 000 voix exprimées lors de ses élections internes.

Il s'est prononcé pour aller à la rencontre de ceux qui y ont participé et de ceux qui n'y ont pas participé, d'où l'importance du travail dans les territoires, des structures de base et du dialogue avec les différents collectifs.

Il a également souligné l'élection de Fernando Pereira avec un soutien très important, entre autres options, d'un message politique d'unité dans la diversité, vers la consultation citoyenne du 27 mars.

Au cours des mois précédents, il a préconisé un dialogue sincère avec la population et la révélation de la vérité sur ce que subit la société uruguayenne du fait de ces 135 articles de la LUC, sur la façon dont elle s'exprime et s'articule avec un modèle de gouvernement.

Il a souligné qu'il faut le relier aux circonstances "de l'abus policier, de la perte du pouvoir d'achat, des salaires et des retraites, du retrait de l'Etat de zones socialement sensibles, de la perte du droit du travail, du manque de garanties pour les locataires".

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/282299-uruguay-modele-de-gouvernement-des-riches-et-pour-les-riches>



Radio Habana Cuba